



ENTRETIEN AVEC

François Demers

À propos de la restructuration contemporaine du journalisme

PRÉSENTATION

François Demers est l'un des co-fondateurs de la revue *Sur le journalisme*. Investi depuis les années 1990 dans presque toutes les aventures scientifiques franco-québécoises, et pionnier de la formation au journalisme en ligne dès le début des années 2000, la notoriété de François Demers dépasse les frontières de son université.

Professeur depuis 1980 à l'Université Laval, après avoir été journaliste pendant 15 ans, il a été tour à tour Doyen de la Faculté des Arts (1987-1996), Vice-Doyen à la recherche de la Faculté des Lettres (2003-2005), et directeur du programme de doctorat en communication publique de son université (2011-2020). Ces dernières années, il est toujours professeur associé aux activités du Département d'information et de communication et partage son temps entre son accompagnement de projets académiques (comme cette revue par exemple), la pêche et le pelletage de la neige à son chalet.

François Demers est un fin observateur des transformations du monde journalistique québécois et nord-américain. Dans le sillage des travaux de Norbert Elias, il a déployé une pensée originale autour de la déstructuration et restructuration du journalisme dès 1998 alors que le journalisme se voyait confronté aux effets de l'arrivée d'internet dans le milieu. La concentration des médias a aussi fait l'objet de son attention particulière, tout comme les médias communautaires. Mais ce sont avant tout la démocratie et le débat public qui ont été son fil directeur tout au long de sa carrière. Penser le journalisme et toutes les formes de communication publique dans leurs rôles et implications politiques ont fait de lui ce chercheur attentif à l'actualité du monde médiatique. Cet entretien retrace ce parcours dans la recherche sur le journalisme depuis les années 1980.

ENTREVISTA COM

François Demers

Sobre a reestruturação contemporânea do jornalismo

APRESENTAÇÃO

François Demers é um dos co-fundadores da revista científica *Sur le journalisme*. Comprometido desde os anos 1990 em quase todas as aventuras científicas franco-quebequenses e pioneiro da formação em jornalismo on-line desde o início dos anos 2000, a notoriedade de François Demers ultrapassa as fronteiras de sua universidade

Professor desde 1980 na Université Laval (Canadá) depois de trabalhar como jornalista durante 15 anos, Demers foi decano (o equivalente, no Brasil, ao cargo de diretor) da Faculdade de Artes (1987-1996), vice-decano de pesquisa da Faculdade de Letras (2003-2005), e diretor do programa de doutorado em comunicação pública de sua universidade (2011-2020). Nos últimos anos, apesar da aposentadoria, tem atuado como professor associado no Departamento de comunicação e informação, dividindo seu tempo entre projetos acadêmicos (como, por exemplo, a coedição da *Sur Le Journalisme*), a pesca e a limpeza da neve no seu chalé.

François Demers é um observador atento das transformações do mundo jornalístico no Québec e na América do Norte. Tendo como base os trabalhos de Norbert Elias, ele desenvolveu um pensamento original em torno da desestruturação e da reestruturação do jornalismo a partir de 1998, momento em que essa atividade se via confrontada pelos efeitos da chegada da internet. A concentração da mídia é também objeto de atenção, nem como o fenômeno das mídias comunitárias. Mas é a democracia e o debate público que formam o fio condutor de suas pesquisas ao longo de toda a sua carreira. Pensar o jornalismo e todas as formas de comunicação pública por meio dos seus papéis e implicações políticas fizeram dele um pesquisador atento às tendências do mundo acadêmico. Esta entrevista retrata esse percurso na pesquisa sobre jornalismo desde os anos 1980.

ENTREVISTA CON

François Demers

Sobre la reestructuración contemporánea del periodismo

PRESENTACIÓN

François Demers es uno de los cofundadores de la revista científica *Sur le Journalisme*. Comprometido desde los años 90 con casi todas las aventuras científicas franco-quebequenses, y pionero en la formación del periodismo en línea desde principios de los años 2000, la notoriedad de François Demers va más allá de las fronteras de su universidad.

Profesor desde 1980 en la Universidad Laval (Canadá) después de trabajar como periodista durante 15 años, Demers fue decano de la Facultad de Artes (1987-1996), vicedecano de investigación en la Facultad de Letras (2003-2005), y director del programa de doctorado en comunicación pública de su universidad (2011-2020). En los últimos años ha continuado trabajando como profesor asociado en el Departamento de Comunicación e Información, repartiendo su tiempo entre proyectos académicos (como, por ejemplo, la coedición de *Sur le Journalisme*), pescar y palear nieve en su chalet.

François Demers es un agudo observador de las transformaciones del mundo periodístico en Quebec y América del Norte. A partir del trabajo de Norbert Elias, desarrolló un pensamiento original en torno a la desestructuración y reestructuración del periodismo a partir de 1998, época en que esta actividad se enfrentaba a los efectos de la llegada de Internet. La concentración de los medios también ha sido objeto de su atención, al igual que el fenómeno de los medios comunitarios. Pero son la democracia y el debate público los que forman el hilo conductor de su investigación a lo largo de su carrera. Pensar en el periodismo y todas las formas de comunicación pública a través de sus roles e implicaciones políticas lo convirtió en un investigador atento a las tendencias del mundo académico. Esta entrevista recorre este camino en la investigación periodística desde la década de 1980.

AN INTERVIEW WITH

François Demers

On the Contemporary Restructuring of Journalism

PRESENTATION

François Demers is one of the co-founders of the journal *Sur le journalisme*. Active since the 1990s in nearly all Franco-Quebec scientific projects and a pioneer in online journalism training in the early 2000s, François Demers' reputation extends far beyond his home university.

A professor at Laval University since 1980, following a 15-year career as a journalist, he has held several prominent academic roles: Dean of the Faculty of Arts (1987–1996), Vice-Dean of Research in the Faculty of Letters (2003–2005), and Director of the PhD program in Public Communication (2011–2020). In recent years, he has remained an associate professor affiliated with the Department of Information and Communication, dividing his time between supporting academic projects (such as this journal), fishing, and shoveling snow at his chalet.

François Demers is a keen observer of the transformations in the Quebec and North American journalistic landscape. Inspired by the work of Norbert Elias, he developed an original perspective on the deconstruction and reconstruction of journalism as early as 1998, at a time when journalism was grappling with the impact of the internet. Media concentration has also been a particular focus of his research, as have community media. However, democracy and public debate have been the guiding themes throughout his career. Examining journalism and all forms of public communication in their political roles and implications has made him a scholar deeply attuned to the realities of the media world. This interview retraces his career in journalism research, spanning from the 1980s to the present day.

SLJ: Pourquoi avez-vous quitté le journalisme pour rejoindre l'université?

François Demers : Je suis arrivé à l'Université en 1980 sans y avoir jamais songé. C'est au hasard des changements d'emploi, des périodes de chômage et d'un contexte particulier que j'y ai décroché un emploi et je me suis pris au jeu universitaire. Mon travail de journaliste professionnel avait débuté à l'automne 1965, au quotidien *l'Action catholique* dans la ville de Québec. De 1968 à 1976, j'ai occupé diverses fonctions de journaliste – dont celle de directeur de l'information pendant quelques années au quotidien *Le Soleil* de Québec, devenu un quotidien à prétentions nationales. En 1976, je le quitte pour devenir correspondant au quotidien *Le Jour* de Montréal. En 1977, après la disparition du *Jour*, j'ai agi comme reporter dans une émission d'affaires publiques à Radio-Canada. J'ai quitté moins d'une année plus tard pour retourner aux études et devenir pigiste. Début 1978, j'ai signé un contrat de directeur des communications au troisième Front commun syndical pour le compte de la centrale syndicale CSN. Le contrat s'est terminé au début de 1980¹. J'ai ensuite postulé à l'Université Laval qui ouvrait un poste de professeur en journalisme et communication.

SLJ : Ce nouvel emploi vous a alors incité à entreprendre une thèse de doctorat en sciences politiques²; ce que vous avez fait en vous intéressant à la situation mexicaine. Quelles pistes vous poussaient vers cette thématique ?

François Demers : Ma décision de faire un doctorat est venue avant le choix du Mexique. J'ai songé à faire un doctorat (sans en avoir formellement besoin - j'avais obtenu une équivalence de doctorat lors de l'embauche) au lendemain de ma nomination comme Doyen de Faculté en 1987. Je visais les thématiques suivantes : espagnol, Amérique latine, médias. Je crois que je m'inscrivais dans le sillage de l'ouvrage *Four theories of the Press*¹ (1963) qui dominait l'horizon intellectuel des discours sur le journalisme dans le département que je venais de rejoindre [le Département d'information et de communication de l'Université Laval - *ndlr*], livre qui valorisait le modèle libéral en le contrastant avec d'autres. J'ai commencé l'étude de l'espagnol, me suis inscrit à des cours en science politique et ai exploré des hypothèses de pays où faire de l'empirique. Ce sont les circonstances qui m'ont fait opter pour le Mexique. Au tournant des années 1990, les discussions publiques en vue d'un Traité de libre-échange (L'Aléna) USA, Canada, Mexique ont débuté. J'ai d'abord raisonné en Doyen, me disant que cela allait peut-être ouvrir la porte à de nombreux échanges avec le Mexique (fonds et projets de recherche, collaborations et échanges académiques, et recrutement d'étudiants) et peut-être au-delà, avec l'Amérique du Sud. Dans cette logique, je me suis inscrit, comme chercheur, dans un colloque qui devait avoir lieu à Guadalajara et qui visait précisément des échanges académiques entre les trois pays. Je connaissais déjà deux professeurs, Maria Elena Hernandezⁱⁱ et Armando Zacarias de l'Université publique de cette ville. Ils m'ont accueilli et grâce à eux j'ai découvert un nouveau journal quotidien, *Siglo XXI*, dont la naissance et les pratiques étaient déjà commentées comme l'une des conséquences des débats à propos du Traité: le Mexique allait « entrer dans le premier monde » - comme il se disait à l'époque - et son journalisme allait s'aligner sur le modèle du Nord. Ce nouveau quotidien avait attiré l'attention d'organisations journalistiques américaines et européennes, en particulier pour son 'journalisme d'enquête' à propos d'une explosion meurtrière en 1992 au centre de la ville, tuant au moins 1000 personnes et en blessant des milliers d'autres. *Siglo XXI* avait adopté le format tabloïd alors que ce format était plutôt habituellement celui des médias 'populaires'. Et le noyau dur de ses artisans provenait du milieu universitaire. Je crois que j'ai été attiré par la possibilité de m'immerger dans un milieu journalistique structuré par

¹ Cet ouvrage a déployé, à la suite du rapport de la Commission Hutchins la théorie dite de la responsabilité sociale. Cette théorie normative a, depuis, été largement discutée.

ⁱⁱ Pour découvrir cette chercheuse, lisez son entretien: Demers, F., & Rosenberg, L. (2023). Entrevista María Elena Hernández Ramírez: "Todavía no están reconocidos los estudios sobre periodismo como un campo académico en México". Sur *Le Journalisme, About Journalism, Sobre Jornalismo*, 12(2), 188–201.

un régime politico-médiatique autoritaire regardant vers le régime libéral et cherchant à l'atteindre. Il me semblait possible alors de regarder ce modèle (qui allait de soi dans mon monde) de l'extérieur et de mieux l'identifier. Plus tard, ce regard se nourrira des travaux sur les visages du colonialisme d'une part et de l'autre, d'enquêtes occidentales sur les croyances et pratiques journalistiques dans le monde.

SLJ: Ce travail théorique et empirique vous amène à proposer le concept de 'fenêtre d'opportunité'? En quoi vous était-il utile pour comprendre la situation médiatique de l'époque?

François Demers : J'ai emprunté cet outil au politologue américain John W. Kingdon³. Celui-ci examine l'adoption d'une politique par les institutions politiques formelles dans les sociétés démocratiques, à partir du cas des États-Unis. Pour cela, il pose la présence dans le jeu politique de trois courants ('streams') d'éléments qui peuvent se mettre en phase dans une conjoncture momentanée : celui des problèmes, celui des solutions et celui de la vie politique formelle. La mise en phase, généralement provoquée par un changement dans le flux politique, se produit comme lors du lancement d'une navette spatiale (d'où l'expression « fenêtre d'opportunité » pour lancer la fusée). Analogiquement, dans la vie politique, les acteurs politiques puisent dans le bassin des solutions pour proposer une réponse à ce qui est présenté comme un problème. Dans le cas que j'étudiais, l'hypothèse d'un Traité de libre-échange entre les trois pays de l'Amérique du Nord mettait en évidence le fait que le journalisme mexicain était considéré comme un problème par les deux autres pays parce qu'intégré dans un régime politique autoritaire. La présidence mexicaine proposa comme solution des modifications ajustées au modèle libéral et les mit en place. En somme, cet outil conceptuel attire l'attention sur le moment plutôt que sur la simple proximité spatio-logique des composantes de la pensée systémique habituelle. Il permet l'étude du changement dans le flux du temps. Pour moi, plus tard, en élargissant la perspective, il a éclairé notamment le lien entre les réorganisations médiatiques un peu partout dans le monde et la déchéance politique et intellectuelle de l'éclairage socialiste qui a accompagné la chute de l'URSS en 1989, et plus tard encore la généralisation fulgurante de l'Internet transfrontières⁴.

SLJ: Cette expertise sur le Mexique ne vous éloigne cependant pas de l'analyse du journalisme québécois.

François Demers : Toute ma trajectoire de professeur-chercheur, il me semble aujourd'hui, s'est déroulée autour d'un axe que je qualifierais de pédagogique et institutionnel. Dès l'octroi de ma permanence d'emploi, à l'Université Laval, en 1987, on m'a confié la gestion d'une des quatre Facultés fondatrices de l'Université, la Faculté des Arts. Un des défis d'une des composantes de cette Faculté, mon Département d'attache en tant que professeur, était de remédier à la quasi-absence d'activités de recherche depuis ses tout débuts à la fin des années 1970. Comme Doyen j'ai pu initier une série d'actions, notamment l'embauche de professeurs, et notamment de Marc Raboy, Michel Beauchamp et Bernard Dagenais, de façon à démarrer des activités de recherche. J'ai aussi pris le leadership de l'obtention d'un programme de maîtrise qui ne connaîtra son autorisation gouvernementale complète qu'en 1993, précisément en raison de la faible productivité côté recherche. C'est peut-être finalement cette préoccupation qui a fait germer chez moi le projet de m'initier au monde de la recherche et de m'y immerger, en réalisant un doctorat. Je ne me souviens pas avoir pensé donner l'exemple mais plutôt d'avoir vaguement senti la faible légitimité d'imposer aux autres ce que je ne pouvais réaliser moi-même (sur une arrière-scène

de préoccupations intellectuelles personnelles). Le doctorat a évidemment nécessité l'acculturation à un fonds d'auteurs, de théories et de propositions, à des démarches d'enquête sur un terrain empirique et finalement à une insertion plus complète dans les rituels du milieu académique. Mais la réalisation du doctorat m'a aussi poussé vers une réorientation de mes activités pédagogiques.

Mon arrivée aux responsabilités s'inscrivait clairement dans un débat québécois qui hantait l'enseignement formel du journalisme depuis sa prise en main graduelle par des institutions scolaires, dont les universités : entraîner à la pratique journalistique (façon école de journalisme) OU étudier le journalisme comme objet de recherche (façon sciences humaines et sociales)⁵. Dans les faits, le Département avait opté pour faire les deux en même temps.

En tant qu'enseignant et chercheur débutant, je me suis lancé d'emblée dans le développement de trois thèmes interreliés : le journalisme comme emploi, comme métier et comme discours, avec la complicité active du collègue ex-journaliste Jacques Guay, de solide réputation dans le milieu journalistique. Je faisais aussi écho aux travaux de Florian Sauvageau. Et sans doute, je rebondissais sur mes années d'activité dans le syndicalisme journalistique⁶. Je crois que je me suis d'abord préoccupé du métier : que pouvais-je et devais-je enseigner au-delà d'organiser des ateliers et des exercices reproduisant les activités du journaliste ? Je m'imaginai qu'il serait possible de consigner les protocoles et procédures transversales qui guident l'activité de tous ceux et toutes celles qui se veulent journalistes, et qui en font des artisans d'une expertise en particulier. Je crois que j'y suis arrivé⁷. Un temps. Sur la base de mon expérience pratique du métier. Mais mes acquis ont graduellement été dépassés dès lors que je me référais pour l'essentiel à la presse écrite, alors que la pratique s'alignait de plus en plus sur le visuel (et le sonore). De plus, je m'inspirais d'un imaginaire de grand média de masse généraliste (de tout pour tous) alors que ce modèle, sans disparaître mais en se repliant sur des ancrages de niveau national (les médias d'élite et de référence) et transnational, se fractionnait de plus en plus en diverses formes de produits spécialisés. Et puis, je me souvenais des salles de nouvelles de type industriel appelant leurs membres à travailler ensemble, malgré un spectre large de personnalités, d'idéologies, de formations sociales et scolaires. En somme, une cohabitation des diversités, indispensable à la production du tout pour tous et à la fonction de place publique (i.e. espace public). Pendant ce cycle, j'ai surveillé attentivement les transformations de l'écosystème médiatique, québécois francophone principalement : convulsion des quotidiens et chaînes de télé, conglomerats médiatiques où le produit journalistique n'est plus la locomotive de la construction du public, multiplication des chaînes télé, satellites, câbles, Internet, 'journalisme citoyen' puis médias sociaux.

J'ai ainsi pu constater, comme plusieurs collègues, que le régime du travail rémunéré en journalisme a glissé de celui d'employé à celui de sous-contractant car l'écosystème médiatique a diminué la capacité des médias généralistes de masse à maintenir un marché d'emplois stables et d'avenir, ce qui a poussé les journalistes vers l'imaginaire d'entrepreneur individuel, devenu entretemps le modèle général de la réussite économique et sociale. Ainsi, aujourd'hui, l'élément permanent transversal à toutes les mises en public du journaliste, c'est lui-même, son image de marque qu'il travaille par une production diversifiée sur le plus grand possible de plateformes (livres, bandes dessinées, balados [podcasts], documentaires, etc.) De telle sorte aussi qu'au Québec, par exemple, la figure du journaliste est aujourd'hui principalement celle du chroniqueur (*columnist* et blogueur). Cela a d'ail-

leurs constitué un nouveau défi pour la formation au journalisme, invitée à mettre en avant les habiletés de la scène théâtrale (improvisation, vitesse de répartie, audace, maîtrise de la voix et des postures, fécondité dans la production discursive de formules, etc.) et celles de la personnalité d'affaires. Toutes compétences qui ne sont cependant pas spécifiques au journaliste.

Je me suis aussi investi dans la découverte et l'expérimentation de la vague de changements techniques que le numérique commençait à introduire dans le journalisme. D'abord l'appropriation des ordinateurs personnels dans la première moitié des années 1980, puis le télétexte, jusqu'à l'Internet dans les années 1990. J'ai chaque fois cherché à introduire ces nouveautés dans des cours, jusqu'à produire au début du 21^e siècle un cours en ligne pour l'initiation à la pratique du journalisme en ligne, malgré de nombreuses résistances en interne. Sur ce terrain, je bénéficiais de la complicité du collègue Claude Cossette, fondateur d'une importante firme de publicité au Canada, Cossette et associées.

C'est aussi pendant ce cycle que j'ai tissé, grâce au réseau de Florian Sauvageau, des liens du côté du Canada-anglais en développant une collaboration soutenue avec Peter Desbaratsⁱⁱⁱ, le Doyen de la Faculté de journalisme de l'Université Western Ontario, à London en Ontario. Cette collaboration nous a notamment conduit à créer une association pancanadienne des directeurs d'Écoles et programmes de journalisme qui a été active pendant une bonne décennie. Nous avons aussi organisé une série de conférences nommées Encounters / Rencontres, traitant de l'information internationale, et qui rassemblaient chaque année une centaine de participants, dont une quarantaine de « journalistes du Tiers-Monde » (la dénomination usuelle de l'époque) et un nombre identique de journalistes canadiens, québécois et anglophones. Chaque rencontre a donné lieu à la publication d'actes. Nous avons aussi participé aux premières démarches pour créer ce qui est devenu aujourd'hui la Canadian Journalism Foundation⁸.

ⁱⁱⁱ. En fin de carrière, Peter Desbarats a combattu (en vain) la mise sur pied d'une autre faculté qui "noyait" la Faculté de journalisme dans la communication et la faisait cohabiter avec l'information au sens numérique du terme. C'était au temps de coupures drastiques imposées aux universités ontariennes par le gouvernement de cette province.

SLJ: C'est d'ailleurs à cette époque que vous écrivez le texte sur le journalisme comme 'bon employé', personnel de support de l'entreprise médiatique dans son ensemble. D'où vous venait cette hypothèse qui vous amène d'ailleurs à mobiliser Norbert Elias?

François Demers : Il va de soi qu'ex-journaliste enseignant le journalisme, j'allais emprunter la filière intellectuelle de l'éthique généralement considérée comme centrale dans la construction de l'identité journalistique. Je l'ai abordée de deux façons. De façon globalisante comme une vision du monde propre aux journalistes, celle de la promotion de valeurs exigeant la transparence des institutions, le droit du public à l'information et de son accès à la parole dans et par les médias. Puis comme une tension entre emploi et métier spécialisé, l'expertise technique assurant un ancrage moral hors média et un levier pour revendiquer une marge d'autonomie (dont le 'mauvais esprit'⁹) par rapport aux visées de l'employeur. Le principal texte auquel vous vous référez dans la question¹⁰ s'inscrit nettement dans cette deuxième lecture de l'éthique. Il tente de nommer un glissement que j'observais à ce moment-là dans les grands médias québécois alors que leur gestion invoquait de plus en plus ouvertement et systématiquement le 'modèle japonais' qui faisait la réussite des automobiles japonaises sur les marchés nord-américains. La robotisation (déjà), mais surtout le dévouement d'ouvriers, reflétaient des usines se comportant comme des milieux de vie sociale complets. Cette éthique de 'bon employé' me semblait tasser celle du travailleur spécialisé louant ses services à un employeur mais jaloux de sa marge d'autonomie, notamment intellectuelle. Plus tard, je trouvai dans les travaux de deux de mes collègues, Jean Charron et Jean de Bonville, une

expression et une logique plus adéquates pour nommer ce changement, soit le paradigme du 'journalisme de communication'¹¹. En effet, ils expliquent que le surplus d'engagement personnel, demandé aux journalistes envers le média généraliste qui les emploie, découle du repli de ce type d'entreprise qui va tenter de se reconvertir ainsi comme une 'marque', produit unique sur un marché. Le journaliste doit désormais contribuer de toutes les façons possibles à recruter un public, celui que son employeur vise, et à le retenir, et donc à établir et garder la communication avec lui. La pratique journalistique de donner la parole à l'individu-*quidam* 'représentatif' (que le média employeur rassemble et auquel ce public s'identifie ou qu'il repousse) va dès lors proliférer. Dans le même ordre d'idée, le 'journalisme d'enquête' peut de fait devenir une stratégie de marque d'un média. Cela peut aussi être vrai pour le journaliste : l'enquête peut devenir une forme de distinction et le positionner dans le marché des piges, voire lui permettre une insertion plus facile dans un emploi plus permanent.

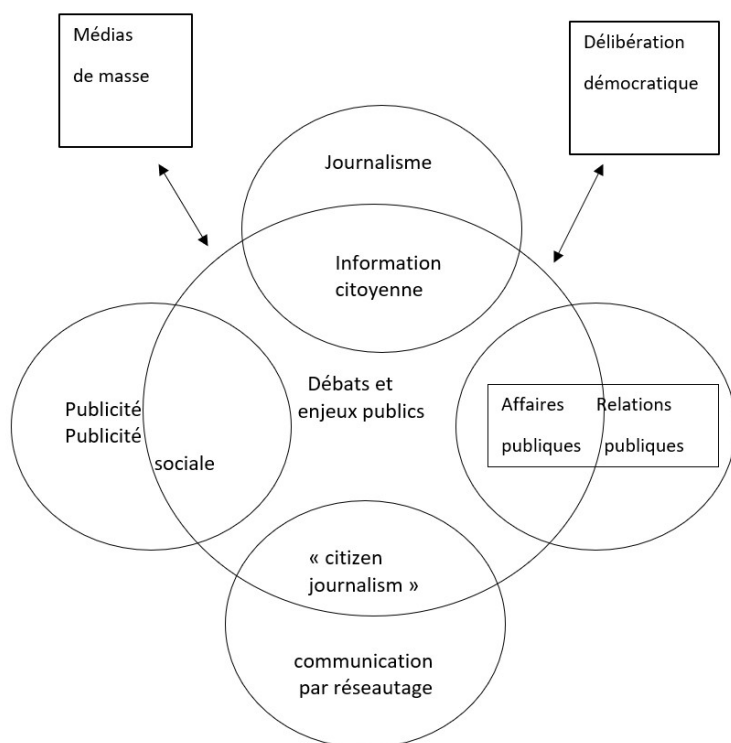
Le concept de « configuration » de Norbert Elias va me permettre de cadrer mes réflexions. Elias recommande aux sociologues de toujours garder un œil sur une plus grande perspective d'ensemble, un méta-cadre d'interprétation et de recherche faisant ressortir règles et conventions qui relient un ensemble fonctionnel de phénomènes divers. Or, avant les années 1980, il semblait que le monde médiatique et journalistique, du moins au Québec, au Canada et aux États-Unis, s'inscrivait dans un ensemble spécifique et stable, structuré par les médias de masse et leur journalisme, d'abord et avant tout national. Dans les années 1990, cet ensemble paraissait se décomposer. Le milieu journalistique québécois le ressentait comme tel et les professeurs de journalisme également. Le concept de « configuration » permettait de rechercher les signes d'une restructuration, constat étant fait de la déstructuration, qualifiée généralement de désolation.¹².

SLJ: À plusieurs reprises dans vos interventions du début des années 2000, vous insistez sur la diversité des activités médiatiques et le fait que le journalisme n'en soit qu'une composante.

François Demers : Le premier cycle de mon parcours dans l'Académie a débouché au tournant du siècle sur une phase de transition résumée dans un graphique que j'ai mobilisé dans plusieurs textes¹³. Ce graphique dessine un cercle où les produits journalistiques sont regroupés en 4 sous-groupes: ceux qui visent le débat public et la politique, ceux qui s'adossent à la production culturelle et au divertissement, ceux qui prolongent la production commerciale et la publicité, ceux enfin qui s'alimentent de, et alimentent les conversations de la vie quotidienne, les rumeurs, les bavardages et les curiosités (Ellul parlait d'information 'existentielle'¹⁴). Ce centre est surplombé par deux points d'ancrage, d'une part les médias (l'hétéronomie pointée par Bourdieu); de l'autre, la vie civique-politique (l'espace public d'Habermas). Ce graphique indique la transition parce que le cycle suivant de ma carrière s'est décentré peu à peu des questions du journalisme comme emploi rémunérateur et de la codification des pratiques de ce métier, de sa méthode, pour s'attaquer au journalisme comme un des discours publics, l'ensemble des discours mis en public étant désigné comme la « communication publique ».

SLJ: Cette notion/concept de communication publique est un axe fort de votre travail de ces dernières années, et le devient aussi collectivement dans votre Département. Vous travaillez ce concept, théoriquement et par l'empirie. Il vous amène aussi à constituer un groupe au sein de l'Université Laval, le PNCP.

La communication publique



En 2001, Thierry Watine, Charles Moumouni, Alain Lavigne et moi, alors tous professeurs au Département, avec l'apport de Marc-François Bernier de l'Université d'Ottawa, mettons sur pied une équipe de recherche baptisée *Pratiques novatrices en communication publique* (PNCP). Le système canadien-québécois de financement de la recherche poussait à la constitution d'équipes afin d'être en mesure de décrocher des subventions de recherche. La formule 'équipe' correspond à l'étape de démarrage de ce regroupement qui va être aspiré à s'institutionnaliser en 'groupe' formel, 'centre' départemental, facultaire ou interuniversitaire (la forme la plus valorisée ces dernières années) ou encore dans certains cas, à la mise en place d'un laboratoire. Notre initiative s'inscrivait dans la préoccupation de stimuler la recherche en ajoutant une infrastructure pour l'accueil et l'accompagnement des nouveaux professeurs et des étudiants des cycles supérieurs dans un Département quasi dépourvu de ce type d'outils. En cette matière, il n'y avait alors que le Groupe de recherche sur les mutations du journalisme (GRMJ) mis sur pied en 1993 par les collègues Jean de Bonville et Jean Charron mais dont la présence au Département restera discrète jusqu'au début des années 2000.

En ce début des années 2000, j'avais participé à la mise sur pied du *Réseau d'études sur le journalisme* (REJ) piloté par le collègue français Denis Ruellan avec, un peu confusément là aussi, une préoccupation d'apprentissage de la recherche. Des chercheurs français et beaucoup de doctorants travaillaient sur un premier programme autour de l'information locale en ligne⁵. L'apport principal du REJ fut pour l'encadrement des doctorants, le REJ s'étant officiellement donné comme mandat de les accueillir et de les soutenir. J'y ai aussi découvert le programme de cotutelle avec la France. Ultérieurement, le REJ donnera naissance à notre revue quadrilingue *Sur le journalisme*. J'avoue ici que dans ces deux cas, le PNCP et le REJ⁶, je gardais, dans un petit coin de mon esprit un brin de curiosité sur les effets de ces activités dans le Département.

Deux sortes d'acquis ont plus spécifiquement nourri mes dernières années de pratique académique. D'une part, des outils conceptuels tels la 'communauté imaginée' de Benedict Anderson¹⁷, qui met en lumière l'enracinement historique du journalisme dans la construction des nations ainsi que son désarroi lorsque le vivre ensemble se pense autrement. Ou encore la porte ouverte par les *cultural studies* sur les questions d'identités ethno-culturelles. D'autre part, j'ai été confronté à l'insécurité intellectuelle qui s'est répandue à propos de la validité des travaux en sciences humaines et sociales. La recherche me semble être désormais considérée comme 'située' et ses affirmations doivent être accompagnées d'un exposé réflexif des auteurs sur leurs a priori, leurs postulats et leurs visées. Et cela m'interroge. Peut-on y voir un rapprochement avec l'œuvre artistique, valorisée parce que produit du génie individuel ET non reproductible? Ou encore un relativisme convertible en argument pour le courant actuel d'engagement et d'activisme qui tente de se légitimer dans le milieu académique?

Il me semble maintenant que mon graphique du tournant du siècle schématise une 'configuration' du journalisme qui perdure et assure une continuité générale de production de 'l'actualité' depuis plus d'un siècle : dépendance vitale aux médias, jumelage au débat public (donc au type de société, régime politique, etc.), contenus journalistiques immergés dans une communication publique pétrie à la fois par la politique, la publicité, le divertissement et les conversations anecdotiques. En ce sens, le concept de communication publique attire l'attention sur trois éléments. Le premier renvoie au caractère scénique (théâtral) de la mise en public d'un discours, ce qui conduit dans le temps long au développement de mises en scène, de stratégies et d'un professionnalisme de la communication de plus en plus sophistiqué. Le second élément met en évidence le leadership des discours publics à intention mercantile (publicité) et à intention ludique (divertissement/spectacles), de leurs représentations du monde et de leurs pratiques discursives. Ces deux secteurs d'activité sont en effet les mieux dotés en fonds et ressources humaines pour l'innovation, la recherche et le développement. Enfin, le troisième élément pointe la centralité de l'ordre du discours (dont le journalisme) dans la conception modèle d'une société démocratique qui espère réduire la violence physique de la sphère sociale en des passes d'armes de mots et d'images.

SLJ: Ce troisième élément vous amène d'ailleurs ces dernières années à vous intéresser à la post-vérité et au populisme.

François Demers : Peu avant la retraite, je me suis engagé dans une action que l'on peut voir comme elle aussi inspirée par ma préoccupation de stimuler la recherche au Département. J'ai en effet pris le leadership d'une opération visant à transformer la *Chaire en journalisme scientifique* d'unité d'enseignement en moteur pour la recherche. C'est ce qui m'a plongé dans le chaudron de la post-vérité, du populisme à l'américaine et de l'extrême-droite à l'européenne. Je n'avais pas vraiment pratiqué le journalisme dit scientifique au sens où on parle de journalisme sportif et de journalisme culturel. Mais dans les années 1970, j'avais collaboré et fréquenté plusieurs journalistes qui sont devenus par la suite des représentants de cette spécialité au Québec. Par ailleurs, récemment, au cours des dernières années, j'avais suivi de loin le déploiement, en journalisme scientifique et plus largement, des grands thèmes qui allaient nourrir le débat de la post-vérité : d'abord la sensibilité écologique en tant qu'alternative, les changements climatiques ensuite, l'immigration et finalement la vaccination dans le cadre de la pandémie du Covid-19. J'ai emprunté la perspective utilisée par d'autres chercheurs à propos d'autres spécialités journalistiques, notamment la politique, celle d'une relation structurelle de coopération/conflit entre le

journaliste et le milieu qu'il observe. La plupart du temps, le journaliste est un fan du domaine qu'il affectionne de couvrir et en même temps on lui demande d'être l'observateur qui raconte ce qui s'y passe (si possible, avec réalisme). Or, le monde scientifique s'est fait au fil du temps de plus en plus exigeant envers une couverture médiatique qui valoriserait ses exploits, et à distance dès que des critiques étaient posées. D'ailleurs, très tôt, la science se faisant elle-même observatrice du monde journalistique, n'a pas ménagé sa critique et affirmé sa supériorité morale sur lui. Quand j'ai commencé ma carrière à l'université, les études en communication servaient d'abord à cela. La science est donc un domaine de couverture journalistique particulièrement délicat, surtout quand la pression se fait très forte pour enrôler le journalisme en général, et plus spécifiquement, le journalisme scientifique pour qu'il soutienne le camp de la 'science' posé comme celui de la 'vérité', dans les débats sur le populisme et la post-vérité.

Dans l'éclairage de mes réflexions antérieures sur le journalisme en général, il m'a semblé qu'en matière d'écologie puis de changements climatiques, domaines d'émergence de la spécialité journalisme scientifique, le rapport coopération/conflit entre journalistes et sources avait été plus équilibré. La marge de manœuvre journalistique s'est ensuite resserrée de plus en plus sur la question de l'immigration. Et enfin elle est devenue pratiquement nulle avec la vaccination, le monde scientifique et le journalisme ayant été ouvertement mobilisés par les États en appui à leurs politiques. En somme, comme une hypothèse d'un rétrécissement contemporain du terrain de jeu journalistique, culminant aujourd'hui car il y a maintenant la guerre, celle en Ukraine qui gangrène l'Europe, celle à Gaza qui dynamite les moralités. Le journalisme affronte des propagandes matures, expérimentées et sophistiquées. Les questions d'environnement, d'immigration et de pandémies passent au second plan et sont graduellement recadrées.

*Propos recueillis par Florence Le Cam.
Juin-décembre 2024.*

Pour citer cet article, to quote this article, para citar este artigo :
Florence Le Cam, « Entretien avec François Demers », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo* [En ligne, online], Vol 13, n°2 - 2024, 15 décembre - december 15 - 15 de dezembro - 15 de diciembre.
URL : <https://doi.org/10.25200/SLJ.v13.n2.2024.629>

NOTES

- ¹ Demers, F. (1982). *Chroniques impertinentes du troisième Front commun syndical*. Nouvelle Optique.
- ² Cette thèse, sous la direction de Vincent Lemieux, a été soutenue en juin 2000 à l'Université Laval. Demers, F. (2000). Aléna, démocratisation du Mexique et «journalisme fonctionnel». Le cas du quotidien Siglo 21 de Guadalajara, 1991-1998. Thèse de doctorat, Université Laval 326 pages.
- ³ Kingdon, J. W. (1995). *Agendas, alternatives, and public policies* (2nd ed.). New York, NY: Harper Collins College Publishers. (Première édition : 1984).
- ⁴ Demers, F. (2003). « Fenêtres d'opportunité » et émergence de priorités politiques : Le cas du glissement de la recherche des effets des médias vers l'étude de la réception. In J. Crête (Ed.), *Hommage à Vincent Lemieux : La science politique au Québec. Le dernier des maîtres fondateurs* (pp. 434-452). Québec, Canada : Les Presses de l'Université Laval.
- ⁵ Pour un retour sur cette histoire, voir l'entretien mené avec Florian Sauvageau de l'Université Laval : Demers, F., & Le Cam, F. (2023). Au carrefour des influences américaine, britannique et française: Entretien. *Sur Le Journalisme, About Journalism, Sobre Jornalismo*, 12(1), 210-223. <https://doi.org/10.25200/SLJ.v12.n1.2023.520>
- ⁶ Demers, F. (1988). *Communication et syndicalisme - des imprimeurs aux journalistes*. Montréal, Canada : Éditions du Méridien.
- ⁷ Le texte ci-après, tardivement publié, reflète la logique et une partie des acquis de cette période : Demers, F. (2022). Le journalisme, discours public et travail spécialisé. In J. Charron (Ed.), *La communication publique : Pratiques et enjeux* (pp. 193-210). Montréal, Canada : Les Presses de l'Université de Montréal.
- ⁸ Voir : <https://cjf-fjc.ca/fr/>
- ⁹ Demers, F. (1982). Le mauvais esprit, outil professionnel des journalistes? *Communication-Information*, 4(3), 62-76.
- ¹⁰ Demers, F. (1989). Journalistic ethics: The rise of the 'good employee's model': A threat for professionalism? *The Canadian Journal of Communication*, 14(2), 15-27.
- ¹¹ Charron, J., & de Bonville, J. (1996). Le paradigme du journalisme de communication : Essai de définition. *Communication*, 17(2), 51-97.
- ¹² Demers, F. (2007). Déstructuration et restructuration du journalisme. *tic&société*, 1(1). Disponible en ligne : <http://journals.openedition.org/ticetsociete/298>. <https://doi.org/10.4000/ticetsociete.298> (mis en ligne le 20 mai 2019, consulté le 1 décembre 2024).
- ¹³ Cette version est tirée de : Demers, F. (2008). La communication publique, un concept pour repositionner le journalisme contemporain par rapport au débat public et à la démocratie. *Les Cahiers du Journalisme*, 18(printemps), 208-230. École supérieure de journalisme de Lille (ESJ), France, et Département d'information et de communication (DIC), Université Laval, Québec. La première version est parue en espagnol dans : Demers, F., & Lavigne, A. (2007). La comunicación pública: Una prioridad contemporánea de investigación. *Comunicación y Sociedad (Nueva Época)*, 8(julio-diciembre), 65-87. DECS, Universidad de Guadalajara. Pour une version plus récente : Demers, F. (2016). Problématiser la parole publique. In G. Martel (Ed.), *La parole publique* (pp. 9-27). Québec, Canada : Les Presses de l'Université Laval (PUL) / CEFAN.
- ¹⁴ Ellul, J. (1990). L'information et le système technicien. In *Propagandes* (pp. 343-352). Paris, France : Economica. (Texte également paru dans *Revue française de Communication*, 1976(1), 7-16).
- ¹⁵ Ruellan, D., Damian-Gaillard, B., Ringoot, R., & Daniel, T. (2002). *Information@local*. Paris, France : L'Harmattan.
- ¹⁶ Voir les activités du PNCP : <https://www.flsh.ulaval.ca/communication/recherche/unites/pncp> et celles du REJ : <https://surlejournisme.com/le-rej/>.
- ¹⁷ Anderson, B. (1998). *Imagined communities: Reflections on the origin and spread of nationalism*. New York, NY: Verso.

